



NELSON MANDELA
World Human Rights Moot Court Competition
Concours Mondial de Procès Simulé des Droits de l'Homme
Competencia Mundial de Derechos Humanos

CAS HYPOTHETIQUE 2020

**ENTRE
MEDICOS DE CARIDADE
ET
PERRIGMA-UNI**

**DEVANT
LA COUR DES DROITS DE L'HOMME
DE TIERRA-HELADA**



1. Perrigma-Uni (PU) est une République fédérale comprenant les États de Perrigma, l'Île des Pingouins (IP) et Mousia, et est située à l'Est du continent Tierra-Helada. Le PU est délimité au Sud-Est par les Républiques de Grootman et de Wasun, qui étaient autrefois des colonies

de PU. Les 25 États faisant partie du continent Tierra-Helada sont tous membres de l'Union continentale de Tierra-Helada (UCT).

2. Dans le système fédéral de PU, Perrigma, IP et Mousia sont habilités à adopter, appliquer et interpréter leurs propres lois, à condition que ces lois soient conformes à la Constitution et aux lois fédérales de PU. Le gouvernement fédéral de PU a le pouvoir d'adopter des lois fédérales qui s'appliquent directement dans Perrigma, IP et Mousia. La Constitution de PU contient des droits fondamentaux similaires à ceux protégés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Alors que PU a une Cour constitutionnelle dont la compétence exclusive s'étend sur des questions de droits de l'homme et constitutionnelles, Perrigma, IP et Mousia ont chacun leurs propres tribunaux de première instance, cours d'appels et Cour suprême. Les tribunaux de première instance sont les juridictions inférieures dans l'ordre judiciaire et la Cour suprême est la plus haute juridiction d'appel sur toute question autre que celle relative au contentieux constitutionnel. Les requêtes en matière constitutionnelle peuvent être présentées devant la Cour constitutionnelle de PU selon deux voies : les cours suprêmes de Perrigma, d'IP et de Mousia peuvent renvoyer toute question prioritaire de constitutionnalité à la Cour constitutionnelle de PU pour décision finale ; et la Cour constitutionnelle de PU peut accorder l'accès direct à tout citoyen de PU pour toute question constitutionnelle nécessitant la « décision urgente » de la Cour.
3. PU est membre des Nations Unies (ONU). Avant 1970, Perrigma revendiquait constamment sa souveraineté sur l'IP et Mousia. Affirmant constituer des nations indépendantes et séparées de Perrigma, IP et Mousia étaient, pendant une longue période, engagées dans une guerre civile de faible intensité contre Perrigma. Les peuples d'IP et de Mousia ont, pendant longtemps, fait valoir qu'en raison de leur race, de leur culture et de leurs croyances religieuses, leurs nations appartenaient à d'autres États sur le continent Natasia, à l'Est de TC. Tous les 30 États qui forment le continent Natasia sont membres de l'Union continentale de Natasia (UCN).
4. La guerre civile s'étant dissipée, Perrigma, IP et Mousia ont signé en 1970 un accord établissant la République fédérale de PU. Cet accord, l'Accord d'unité de 1970, stipule dans l'une de ses principales conditions que PU "doit adhérer et rester membre du UCT et de son système des droits de l'homme". Avant 1970, Perrigma avait résisté à l'adhésion au UCT en raison de sa politique nationaliste. Sur la base de l'Accord d'unité, PU s'est jointe au UCT en 1971. Les fonctions de UCT sont similaires à celles de l'Union européenne. Le Parti nationaliste (PN) a pour la première fois perdu le pouvoir au profit des Démocrates de Perrigma Uni (DPU) lors des élections générales de 1975 à PU.
5. Le texte fondateur du système des droits de l'homme du UCT est la Convention de 1968 de Tierra-Helada relative aux droits de l'homme (Convention DHTH). La Convention DHTH est similaire en substance à la Convention américaine des droits de l'homme. La Convention DHTH est appliquée par la Cour des droits de l'homme de Tierra-Helada (CDHTH) dont la compétence "englobe la protection des droits de l'homme à Tierra-Helada et s'étend à toutes les affaires et litiges concernant l'interprétation et l'application de la convention DHTH et tout autre traité pertinent relatif aux droits de l'homme et ratifié par les États concernés". Il y a aussi la Commission des droits de l'homme de Tierra-Helada (Commission DHTH) dont les fonctions et les procédures sont similaires à celles de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Toute personne ou ONG

jouissant du statut d'observateur auprès de la Commission DHTH peut saisir la Cour DHTH. PU est devenu partie à la Convention DHTH en 1971 et a accepté la compétence de la Cour DHTH en 1972.

6. PU est également partie à tous les traités relatifs aux droits de l'homme dans le cadre de l'ONU. Lorsqu'elle a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) en 1993, PU a fait la déclaration et la réserve suivantes : « PU émet une réserve à l'égard des dispositions de l'article 1 de la CDE et ne se considère pas liée par celles-ci en cas de leur incompatibilité avec son droit interne. En outre, PU déclare que l'article 1 doit être interprété à l'effet qu'un enfant ou un être humain en devient ainsi au moment de la conception". La loi de PU relative aux enfants fixe l'âge de la majorité à 15 ans. À la fin de 1993, 12 États membres de la UCN se sont opposés à la déclaration et à la réserve de PU, arguant que l'invocation du droit national peut jeter le doute sur les engagements de l'État réservant à observer l'objet et le but de la CDE.
7. Les industries exceptionnelles de la technologie de l'information (TI) et de l'intelligence artificielle (IA) de PU ont entraîné une croissance économique rapide faisant de lui, un État développé. Sa capitale a depuis été surnommée « la Silicon Valley de PU ». Alors que les habitants de Perrigma et de Mousia dépendent principalement des industries de l'informatique et de l'IA, la population d'IP est restée en grande partie agricole.
8. Monteiro Rosario est un agriculteur prospère à IP. Il a pris sa retraite professionnelle en tant que chercheur après avoir perdu la vue. Son épouse, le professeur Jessy Rosario, est née aveugle et est bien connue pour avoir remporté une médaille d'or en natation aux Jeux paralympiques. Elle est également l'auteure du livre largement lu "Paradis de l'aveugle : le monde comme je le vois" publié en 2018. Dans une interview où on lui a demandé ce qui l'a inspirée à écrire le livre, elle a répondu : « J'ai été tout simplement étonnée par les prétentions de beaucoup de gens selon lesquelles parce qu'ils ont la vue, ils voient le monde mieux que moi ou toute personne qui est aveugle. On a l'impression d'avoir une vie inférieure à la leur ». La fille de M. et Mme Rosario, Cartalia Rosario, est née le 15 juillet 2006. À l'époque, ses médecins l'ont diagnostiquée comme ayant un risque de plus de cinquante pourcent (50%) de cécité héréditaire au cours des prochaines années.
9. L'IP est également connue pour le tourisme de pêche, qui a apporté des millions de dollars en devises étrangères à PU. Les pêcheurs en haute mer avides de partout dans le monde viennent à IP pour pêcher le « hark ». L'IP est l'un des rares endroits au monde où l'on trouve le « hark ». Il est très résistant aux conditions maritimes froides d'IP et célèbre pour se nourrir de jeunes pingouins.
10. La famille Rosario a fondé *Rosapest Inc.* La famille Rosario reste jusqu'à maintenant le meilleur actionnaire. *Rosapest Inc.* est une entreprise locale basée à IP et qui produit et vend des pesticides agricoles. En décembre 2018, *Rosapest Inc.* s'est associée à une société étrangère et, depuis, elle a été en mesure de produire des pesticides moins chers et abordables qui ont aidé la communauté d'IP à maximiser les récoltes. *Rosapest inc.* s'est également aventurée dans la fabrication de drones agricoles et de robots humanoïdes autonomes (RHA) qui sont utilisés pour pulvériser des pesticides et effectuer d'autres formes de travail agricole.
11. Ces RHA ont contribué à des rendements plus élevés jamais vus auparavant dans l'IP et PU. Cependant, ils ont également entraîné la perte d'emplois de milliers de travailleurs

agricoles, et ils ont encore causé un certain nombre d'accidents. À la suite de campagnes menées par les syndicats de PU, le gouvernement fédéral a adopté des lois obligeant les entreprises qui utilisent les RHAs partout dans PU à payer des impôts et réclamations des dommages résultant des actes des RHAs, qu'ils soient intentionnels ou négligents. Certaines victimes d'accidents liés aux RHAs ont poursuivi avec succès les RHA devant les tribunaux de PU pour les dommages causés par les RHAs. En février 2019, une marche de solidarité non autorisée par les travailleurs agricoles au siège de *Rosapest Inc.* tourna en violence, lorsque la police anti-émeute d'IP, dépêchée sur les lieux, n'a pas pu amener les ouvriers agricoles à se disperser des lieux. L'affrontement qui a suivi a fait quatre morts du côté des travailleurs agricoles et quatre policiers blessés. Dans un contentieux judiciaire contre le gouvernement fédéré et la police locale, la Cour suprême d'IP, infirmant la décision de la Cour d'Appel, a statué qu'il était interdit en vertu de la loi de PU, de se réunir, de protester ou de manifester sur une propriété privée.

12. Entre juillet 2019 et juin 2020, des milliers de « harks » ont été retrouvés morts sur les rives d'IP, de la Mousia, de la République de Wasun et de la République de Grootman. Le tourisme de pêche à IP a considérablement diminué. Les stocks d'autres poissons et oiseaux de mer comme les pingouins ont également diminué. Une enquête menée par les autorités fédérales de PU a révélé que les « harks » et d'autres animaux vivant dans la mer mouraient de dépôts chimiques dans la mer. Le gouvernement fédéral, certains chercheurs et journaux ont allégué que la catastrophe résultait de l'utilisation des pesticides bon marché produits par *Rosapest Inc.*
13. Dans sa quête pour sauver le « harks », Loneamor Salvador, un écologiste passionné et citoyen de Perrigma, a saisi la Cour constitutionnelle en faisant valoir que le gouvernement fédéral a violé le droit de « hark » à un environnement propre. Le 15 octobre 2019, la Cour constitutionnelle a déclaré recevable sa requête tendant à accéder directement à la Cour. Elle a jugé la requête fondée estimant que "tout citoyen de l'UP a le droit d'agir au nom de « hark ». Bien que non-humains, ils ont droit à un environnement propre, tout comme les humains. Les déchets chimiques et les dépôts en mer violent les droits légaux du « hark »".
14. Le 30 octobre 2019, et prétendant suivre l'arrêt *Hark* de la Cour constitutionnelle, le gouvernement fédéral a envoyé une instruction provisoire écrite à *Rosapest Inc.* "d'arrêter la production, l'utilisation ou la distribution de la version '2018 moins chère des pesticides' pour une saison". Les agriculteurs locaux d'IP ne pouvaient pas se permettre d'autres pesticides, qui ne sont disponibles qu'à un coût plus élevé, soit cinq fois plus que celui de *Rosapest Inc.* À la fin de la saison, en février 2020, les cultures des agriculteurs locaux ont été dévastées par les ravageurs. En mars 2020, une ONG du nom de *Médicos de Caridade* (MDC) a commencé à signaler des cas de malnutrition sévère et a indiqué que la majorité de la population d'IP était confrontée à la famine. La situation était liée à la pénurie de nourriture sur le territoire d'IP résultant des fléaux de ravageurs.
15. MDC est enregistré à Perrigma et bénéficie du statut d'observateur auprès de la Commission DHTH. Il est composé de médecins locaux et internationaux avec une expertise variée, ainsi que quelques spécialistes en informatique et quelques avocats. L'ONG a signalé divers cas de violations des droits de l'homme en PU et a traité plusieurs victimes de ces violations. Il mène également des recherches sur les méthodes d'intelligence artificielle (IA) aptes à guérir toute forme de cécité. Un de ses rapports de recherche, mené en collaboration avec le Conseil fédéral de recherches médicales de PU, a révélé que ces

méthodes ont 90 % de chances de succès et sont à 99 % sans risque. Sur la base de ces résultats, le gouvernement fédéral PU a enregistré cette forme de traitement à PU.

16. En mars 2020, *Rosapest Inc.* a saisi la Cour constitutionnelle en faisant valoir que l'instruction provisoire du gouvernement fédéral violait le droit des habitants d'IP à l'alimentation. La Cour constitutionnelle a décidé que *Rosapest Inc.* n'avait pas qualité pour s'adresser directement à la Cour et que, de toute façon, l'action de PU était proportionnée et raisonnable. Cette décision a été suivie d'une vague de protestations à IP sous les hashtags #Garderlespesticides et #Enfiniraveclafamine.
17. Depuis, l'Accord de l'Unité de 1970, la Constitution de PU garantit la liberté de religion ou de croyance, mais consacre également dans la Constitution la doctrine laïque de « vivre en communauté », qui exige le respect des exigences minimales de la vie en société et interdit expressément le voile du visage dans les places publiques. Environ 66% des habitants de PU croient aux dieux du ciel et la plupart défendent ardemment le principe de "vivre en communauté". Les 30% de la population sont constitués par des Pingouinatiques, tandis que 4% suivent d'autres religions. Les pingouinatiques sont des gens qui croient en Mère Pingouin - considéré comme le dieu de la mer. Au 12^{ème} siècle, les Pingouinatiques ont fait une statue énorme de Mère Pingouin, mesurant 87 mètres en hauteur. Pendant les guerres d'indépendance contre Perrigma, la statue a été confisquée par Perrigma de l'Etat IP. En 1963, Perrigma a construit un musée spécial pour préserver les matériaux spéciaux utilisés pour construire la statue de Mère Pingouin. Aujourd'hui, une partie du musée est utilisée pour les prières quotidiennes par les pingouinatiques qui vivent à Perrigma. De tous les Pingouinatiques dans PU, environ 75% vivent dans IP, environ 5% dans Perrigma et 20% dans Mousia. De temps en temps, il y a eu des protestations dans IP avec des Pingouinatiques exigeant que la statue de Mère Pingouin soit retournée à la "maison" sous le hashtag #RetournermèrePingouin.
18. PU a fait d'importants progrès en matière de droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) au cours des trois dernières décennies. En 2011, la Cour suprême de Perrigma, à la majorité de 10 juges contre 1, a voté en faveur du droit au mariage aux couples de même sexe sur un pied d'égalité avec les couples de sexe opposé. Perrigma a une communauté LGBT dynamique qui, avec leurs alliés, organise une marche de fierté chaque année pour célébrer toutes les formes de diversité dans la société. Ces marches de fierté sont bien fréquentées par des personnes de toutes les sexualités et religions de PU. Malgré ces avancées, à la suite des affirmations largement médiatisées des politiciens conservateurs et des chefs religieux selon lesquelles des personnes de la communauté LGBT recrutent des enfants pour qu'ils changent leurs sexualités, il y a eu au cours des trois dernières années une augmentation du nombre de personnes anti-LGBT. Certains chefs religieux, en particulier dans l'IP, ont même appelé à l'imposition de la peine de mort aux personnes LGBT et à la fermeture des organisations qui les soutiennent. Ces commentaires et campagnes anti-LGBT ont conduit à l'augmentation des attaques chez les personnes LGBT, y compris des décès dans quelques cas enregistrés dans IP et Mousia.
19. À la suite de l'arrêt *Hark* de la Cour constitutionnelle, il y a eu de vifs débats et discussions dans les milieux universitaires et les couloirs politiques sur l'utilité de l'anthropomorphisation de l'environnement et des entités non humaines. Le ministre de la Justice de PU est apparu à la télévision nationale et a déclaré : « Je ne pense pas qu'il y ait quelque chose de mal ici. Quoi qu'il en soit, comment est-ce pire pour ceux qui croient et

adorent un pingouin ? Il s'agit de nos croyances et de la façon dont nous pensons du monde. De telles croyances et pensées sont fermement protégées dans notre Constitution".

20. Certains Pingouinatiques croient fermement que l'échec des cultures est dû au fait que Mère Pingouin n'est pas en IP pour protéger sa maison. Le gouvernement fédéral a rejeté cette croyance lorsqu'il a adopté la Loi fédérale sur les **Pesticides** (LFP) d'avril 2020. Le préambule du LFP se lit comme suit : « La dévastation de l'environnement et les décès inutiles de « harks » et de pingouins sont dus à l'activité humaine négligente, en particulier l'utilisation de pesticides toxiques. Ce n'est pas à cause du manque de protection de Mère Pingouin. En outre, le gouvernement fédéral estime que la statue est mieux protégée dans le musée de Perrigma où tous les pingouinatiques sont libres de visiter". Dans l'article 2, le LFP interdit définitivement "la production, l'empilement, l'utilisation ou la distribution de la version '2018 moins chère des pesticides". Le ministre de la Justice a répondu avec audace à la question d'un journaliste tendant à savoir si le gouvernement fédéral accordait de façon égoïste la priorité à la vie des poissons qu'à celle des humains en ces termes : « Ce n'est pas égoïste de sauver le poisson. En revanche, je vous le dis : Il est insensé de servir des pingouins ».
21. La tenue religieuse des pingouinatiques est connue sous le nom de "Robe du pingouin des Galapagos" ou simplement des "Galapagos". Façonnés et stylés d'après le plumage des pingouins, les Galapagos sont un manteau noir et blanc porté par les pingouinatiques du haut de leur tête jusqu'au sol. Selon le Livre des pingouins, un texte religieux sacré qui contient des lois religieuses pingouinatiques, « quand une fille devient une femme, et quand elle est en compagnie d'hommes ou de compagnie mixte, elle portera un Galapagos avec un voile facial qui ne laisse que ses yeux découverts ». En ce qui concerne le Livre des pingouins, « une fille devient une femme à l'âge de douze ans ». En outre, le Livre des pingouins prévoit que peu de temps après la naissance, un enfant doit être baigné dans la mer afin de rencontrer Mère Pingouin. Ce n'est qu'après ce bain qu'un enfant est considéré comme né et ce n'est qu'à ce moment-là que l'enfant peut recevoir un nom. Cartalia Rosario et ses parents sont Pingouinatiques.
22. Suite à l'enregistrement des méthodes de guérison de la cécité, PU a adopté le 13 septembre 2019 la Loi fédérale sur la **Cécité** (LFC). LFC oblige les parents et les professionnels de la santé à enregistrer les enfants ayant une déficience visuelle pour la thérapie génique ou d'autres méthodes de guérison de la cécité par l'intelligence artificielle.
23. Le LFP et le LFC ont donné lieu à diverses protestations. Les protestations ont été alimentées par des vidéos postées par des apprenants sur les médias sociaux humiliant les personnes handicapées, d'une part, et faisant des déclarations scandaleuses sur les effets négatifs des technologies de l'IA, d'autre part. Des cas sporadiques de violence se sont produits dans les écoles publiques. La police de PU est intervenue, et certaines blessures ont été causées à la fois aux apprenants et à la police. Les enquêtes ont été difficiles car les suspects impliqués sont montrés dans des vidéos portant des Galapagos voilés. L'utilisation massive des médias sociaux dans les manifestations a également entraîné un fléau de désinformation, ainsi que l'homophobie. Il y a un grand nombre de fausses vidéos circulant sur Internet. Le gouvernement et certaines ONG ont été accusés d'utiliser ou de fabriquer de telles vidéos.
24. Les circonstances dans les écoles publiques ont conduit PU à adopter la Loi fédérale sur l'Éducation (LFE). Le préambule de La LFE affirme que « les *programmes* d'éducation

doivent préparer les enfants à une société inclusive au sein de laquelle la sécurité publique, l'ordre et la sécurité nationale sont d'une importance primordiale » et que « la liberté d'expression à l'école est fondamentale pour favoriser le savoir et développer une société tolérante ». La section 1(a) de LFE prévoit : « Le discours de haine est interdit. La section 1 (b) du LFE prévoit : « Toute utilisation de matériel, d'armes ou de vêtements qui menacent ou contribuent à la menace de la sécurité des apprenants dans les écoles publiques est interdite. »

- 25.** Entre-temps, le 27 décembre 2019, Jessy Rosario a découvert qu'elle était enceinte. Après plusieurs visites à l'hôpital, les médecins qui s'occupaient d'elle ont noté qu'elle sera bénie avec un petit garçon, mais qu'il y avait aussi de fortes chances de cécité héréditaire. Ils ont noté que Jessy était tenue de s'inscrire à des méthodes habilitées par l'IA qui empêcheraient une telle éventualité pour l'enfant à naître. Ils lui ont également demandé d'enregistrer Cartalia pour la thérapie génique. Les familles qui peuvent démontrer qu'elles ne peuvent pas avoir accès au traitement sans moyens financiers, sont admises au programme gratuitement. La famille Rosario a objecté vivement au programme. Monteiro a fait valoir que « leur religion interdit de modifier la volonté de Mère Pingouin ». « Le dieu de la mer nous a appris que dans notre cécité, nous voyons mieux que ce que vous voyez », a ajouté Jessy. La Cour suprême d'IP a ordonné à la famille Rosario de se conformer à LFC. La Cour suprême a renvoyé l'affaire devant la Cour constitutionnelle qui, le 16 janvier 2020, s'est prononcée en faveur du gouvernement de PU, notant que l'intérêt supérieur de l'enfant a préséance. Dans une interview après la décision, Cartalia a déclaré : « Je ne m'inquiète pas si je perds ma vue. Cela ne me dérangerait pas d'être comme mes parents, ce sont mes héros ! Pourquoi n'ai-je pas le droit de prendre ma propre décision en tant que femme? Pourquoi devrais-je être forcée de subir ce processus médical qui provoque un stress émotionnel ?
- 26.** Après l'adoption du LFE, l'école de Cartalia a modifié ses programmes d'études pour enseigner à tous les élèves et étudiants la sexualité et les droits des personnes LGBTI. Le directeur de l'école a expliqué comme suit : « Il devrait être facile pour un élève de comprendre pourquoi leur ami a deux pères ou deux mamans comme parents ». En outre, de nombreuses écoles ont également interdit aux élèves de porter des Galapagos voilés à l'école. Cela a été accueilli avec des réactions différentes de parents, certains d'entre eux applaudissant tandis que d'autres parents - en particulier, ceux des croyances pingouinatiques - le condamnant comme "conspiration du gouvernement pour corrompre les enfants innocents tout en étouffant les croyances pingouinatiques". Peu de temps après, il y eut une vidéo de la ministre de l'Éducation dans laquelle elle disait : « Rien de sensé ne peut venir d'imbéciles pingouins dont la vie est définie en se pliant aux pingouins pour trouver des solutions. Comment peuvent-ils insister pour que les enfants se présentent dans des écoles ressemblant à des voleurs de pingouins? Notre pays néglige certains problèmes de santé mentale graves ici. Parfois, j'ai l'impression que IP est un cancer qui doit être coupé et coulé au fond de la mer, avec tous ces croyants charlatans. Vivons enfin en communauté en PU !". Cette vidéo a d'abord été mise en ligne sur le compte twitter non vérifiée du ministre de l'Éducation le 20 janvier 2020, mais par la suite elle s'est imposée sur les réseaux sociaux avec plus de 2,2 millions de vues après qu'un utilisateur anonyme eut partagé la vidéo avec l'hashtag #Enfoncer-les.
- 27.** Le 30 janvier 2020, après 45 ans au pouvoir, le DPU a perdu les élections législatives face au PN. Le gouvernement fédéral PN de PU - caractérisé par le populisme et son nationalisme insensé - a rapidement changé la politique étrangère de PU. Le 1er mars 2020,

elle avait obtenu le vote majoritaire de PU pour quitter le UCT, ce qui a finalement été fait le 15 mars 2020. Le 23 mars 2020, IP a annoncé son indépendance vis-à-vis de PU. En l'espace d'une semaine, l'indépendance d'IP a été reconnue par 23 États membres de l'UCN. Par conséquent, IP a déposé sa demande d'adhésion à l'UCN, qui fonctionne comme l'Union africaine. Bien que les États membres de l'UCN n'aient pas encore pris de décision sur cette demande, la Fédération de football de la Coupe des Nations Natasiennes a accepté la participation de IP aux éliminatoires pour les matchs de 2021 prévus en octobre 2021. IP a délivré des cartes de citoyen IP et des passeports, mais également des permis de double citoyenneté pour ceux qui veulent maintenir des liens avec Perrigma. Le ministre des Affaires étrangères de PU a déclaré aux journaux locaux et internationaux que le gouvernement fédéral prépare une affaire sur le différend territorial lui opposant à IP qui sera soumise à la Cour internationale de justice en temps voulu.

- 28.** Le 1er avril 2020, Cartalia et ses amis ont urgemment saisi la Cour constitutionnelle, arguant que le LFE et sa mise en œuvre dans les écoles publiques d'IP violent plusieurs de leurs droits humains. Le 5 avril 2020, la Cour constitutionnelle a statué qu'étant donné la situation politique actuelle en IP, elle n'avait pas compétence. La décision a également été suivie d'un enregistrement non vérifié et divulgué du président de la Cour constitutionnelle parlant à sa femme dans laquelle il dit : « Les étudiants peuvent protester tout ce qu'ils veulent, mais les lois fédérales récentes sont là pour rester. En crachant dans le vent, le plus souvent, les crachats reviennent toujours tout de suite dans votre visage ».
- 29.** Cartalia et ses amis, âgés de 13 à 21 ans, étaient impatients de manifester devant la résidence privée du gouverneur d'IP, mais craignaient pour leur sécurité physique puisque la maison est lourdement gardée par la police locale. Ils voulaient également éviter les prescriptions de la Loi sur l'Ordre Public et la Sécurité (LOPS) de l'Assemblée de PU. LOPS exige que toute personne qui a l'intention d'organiser une « assemblée publique » en avise la police de PU une semaine à l'avance. En ce qui concerne LOPS, une « assemblée publique » est définie comme « un rassemblement de deux ou plusieurs personnes dans un lieu public dans un but expressif commun ». Toute "assemblée publique" pour laquelle une telle notification n'a pas été donnée est considérée comme une assemblée illégale.
- 30.** Dans la soirée du 3 mai 2020, sans en informer la police de PU, Cartalia et ses amis ont mis en scène une "procession" hologramme devant la résidence privée du gouverneur de IP. Les "manifestants" dans les hologrammes, vêtus de Galapagos, tenaient des pancartes avec des hashtags tels que #GalapagosMaReligion, #Foiauxdroits, #Nonausecularismedoctrinal, #arrêterlamédicamentationforcée, #maintenirlespesticides et #RetournerMèrePingouin. Certains d'entre eux semblaient aussi porter des lances. Les faisceaux lumineux des hologrammes provenaient de boîtes laser qui étaient tenues par les RHAs que Cartalia empruntait à son père. Monteiro les prêta à contrecœur à sa fille, protestant contre le fait que « ce n'est pas le travail pour lequel l'entreprise paie des impôts sur ces RHA ». Les RHAs étaient également vêtus de Galapagos. Les RHAs se dirigeaient lentement vers la maison du gouverneur, accompagnés d'un bruit, sans entrer dans les lieux. Les RHAs ont ensuite projeté les hologrammes à travers la porte forgée en fer. Les premiers rangs de la "manifestation" ont défilé plus loin et ont continué à l'intérieur des locaux de la résidence du gouverneur, avec du bruit, réveillant toute la maison et alertant la police stationnée à la résidence. La police a averti : « Toute personne qui fait un pas de plus ne nous donnera pas d'autre choix que de tirer. Nous vous demandons d'arrêter la manifestation ». Lorsque les RHAs se sont déplacés à nouveau, les policiers ont tiré sur les hologrammes et les RHAs avec des balles réelles, laissant les RHAs à l'extérieur de la

clôture, en lambeaux dans des centaines de balles. Les hologrammes se sont arrêtés en conséquence. Les policiers ont vu, après la fusillade, que ce qu'ils pensaient être des humains étaient, en fait, des hologrammes et des RAHs.

31. Cartalia et ses amis qui regardaient et contrôlaient la démonstration d'hologramme à partir d'un endroit éloigné ont été plus tard diagnostiqués avec le trouble de stress post-traumatique. Ils sont actuellement traités par des médecins du MDC. L'un des médecins traitant Cartalia est cité par un journaliste comme disant : « Ce n'était vraiment pas important que les étudiants sachent que c'étaient des RHAs qui ont été abattus. Ils ont déjà vu des policiers assassiner de vraies personnes dans leurs écoles. Pour eux, ce qui s'est passé le 3 mai était un meurtre tout aussi meurtrier et un usage insensible de la force ». Cartalia et ses amis ont été inculpés en vertu du LOPS pour avoir tenu un rassemblement illégal.
32. Le 26 mai 2020, après consultation de toutes les victimes présumées, le MDC a décidé d'intenter une action contre PU devant la Cour DHTH en lui demandant de statuer sur les éléments suivants :
 - a) La loi fédérale de PU sur les **pesticides** (LFP) viole les droits de la famille Rosario et les droits de l'homme d'autres personnes.
 - b) La loi fédérale de PU sur la **cécité** (LFC) viole les droits de l'homme de Cartalia Rosario et de sa famille.
 - c) La loi fédérale de PU **sur l'éducation** (LFE) viole les droits de Cartalia et d'autres Pingouinatiques.
 - d) L'accusation engagée en vertu de la **Loi sur l'ordre public et la sécurité** (LOPS) et de l'utilisation de la force létale par des agents de PU le 3 mai 2020 violent les droits de l'homme de Cartalia Rosario et de ses amis.

INSTRUCTION : Préparer des mémoires écrits pour le MDC (**Requérant**) et PU (**Défendeur**) traitant de la compétence, de la recevabilité, du fond et des remèdes appropriés.